



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

office national

Question écrite n° 96888

Texte de la question

M. Yvan Lachaud souhaite attirer l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur les inquiétudes du Comité d'entente national des grands invalides de guerre à l'égard des circulaires du Premier ministre du 28 juillet 2005 et du 2 janvier 2006 ainsi que de la lettre émanant de son ministère du 28 février 2006 toutes relatives à la mise en oeuvre des propositions de réforme de l'administration départementale de l'État. Il craint, en effet, que la combinaison de ces différents textes n'aboutissent à une remise en cause du service départemental de l'Office national des anciens combattants (ONAC). Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui faire savoir si ces craintes sont justifiées ou si ces deux circulaires ne tendent qu'à la modification de cette structure de proximité dans sa forme actuelle.

Texte de la réponse

À la demande du Premier ministre, des réflexions ont été engagées par les préfets sur la base de la circulaire du 16 novembre 2004, afin d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés de l'État. Afin de dissiper les inquiétudes apparues, dans ce cadre, quant aux statuts et missions des directions interdépartementales des anciens combattants et victimes de guerre et des services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), le Premier ministre a demandé que le travail engagé soit conduit « sans idée d'intégration ou de fusion » et que la spécificité du monde combattant et des organismes cités dans la circulaire soit parfaitement respectée. Dans le domaine particulier des institutions en charge du monde combattant, les évolutions attendues de la circulaire s'inscrivent donc, le cas échéant, uniquement dans le registre des aménagements matériels visant à conférer une plus grande efficacité à l'activité de ces structures. Celles-ci poursuivent, en revanche, selon leurs logiques et leurs calendriers respectifs, les démarches de modernisation déjà engagées. Dans le cas de l'ONAC, dont l'existence était menacée en 2002, il s'agit du contrat d'objectifs et de moyens qui garantit la pérennité de cet établissement public. Les circulaires des 28 juillet 2005 et 2 janvier 2006 sont parfaitement conformes à cet engagement, puisque, comme peut le constater l'honorable parlementaire, la situation des services départementaux de l'ONAC n'y est nullement évoquée, ni explicitement, ni implicitement. La politique conduite par le Gouvernement, depuis 2002, en faveur de l'ONAC, et notamment la réussite de la mise en oeuvre effective du contrat d'objectifs et de moyens, atteste de sa volonté de moderniser cet établissement public précisément pour en assurer la pérennité.

Données clés

Auteur : [M. Yvan Lachaud](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 96888

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 juin 2006, page 6076

Réponse publiée le : 1er août 2006, page 8017